

LA CROIX

Parcours de Roms, des précaires comme les autres

Par Nathalie Birchem, le 17/1/2020 à 06h48

Selon une étude de l'association Trajectoires, qui a interrogé des Roms relogés après une sortie de bidonville, tous se sont maintenus en logement, leurs enfants restent scolarisés et deux tiers ont un emploi.



À 34 ans, Mitko a fait du chemin. Quand, en 2005, à 19 ans, juste après son bac, ce jeune Rom a quitté la Bulgarie pour rejoindre ses parents dans un bidonville de Bagnolet (Seine-Saint-Denis), il n'avait guère de perspectives d'avenir. Depuis, il a été logé dans un village d'insertion puis en foyer de jeunes travailleurs. Il a appris le français et s'est inscrit à l'université pour mieux maîtriser le romani. Une compétence qu'il utilise comme interprète auprès d'associations. Il s'est aussi marié avec une compatriote, rencontrée à une conférence sur les Roms et qui est aujourd'hui professeure de bulgare. Le couple vit dans un studio HLM, toujours en Seine-Saint-Denis.

Après l'expulsion, le quotidien des familles du bidonville de Bondy

Seule ombre au tableau pour lui : le travail. En 2011, il est embauché en CDI dans une société de nettoyage. « Souvent, on me demandait de commencer à 4 heures du matin pour faire des livraisons sur un chantier, jusqu'à 8 heures. Puis il fallait que je travaille au nettoyage jusqu'à 16 heures. Et après on me renvoyait sur des livraisons jusqu'à 20 heures ou parfois minuit... Et tout ça sans être payé plus ! » Au bout de quelques mois, on lui diagnostique une hernie discale. Il est désormais reconnu travailleur handicapé. Et n'a pas pu se maintenir dans son dernier emploi de chauffeur, moins pénible mais avec des horaires également à rallonge...

L'histoire de Mitko résume finalement assez bien le parcours d'insertion des Roms. Alors que beaucoup de stéréotypes circulent sur cette population, l'association Trajectoires a voulu savoir comment ils évoluaient une fois sortis des bidonvilles. En 2015, elle interroge donc 50 ménages roms, issus de différents bidonvilles, à un moment où leur situation administrative est réglée, où ils disposent d'un hébergement et sont en cours d'insertion professionnelle. Quatre ans après, une deuxième étude, réalisée avec le soutien de la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal) et de la Fondation Abbé Pierre, fait le point sur le devenir des 25 qu'elle a pu réinterroger.

Tous ont des bas revenus

Premier enseignement : « *Toutes les personnes se sont maintenues en logement* », explique Alexandre Le Clève, chercheur à Trajectoires. « *Les logements visités sont bien tenus* », note le rapport, qui signale qu'*« il n'y a pas eu de problèmes liés au voisinage ou à l'hygiène »*. 17 sur 25 sont en HLM, deux dans le privé et six dans un logement précaire. « *Pour un certain nombre, ce logement n'est pas pérenne et certains ont des difficultés de loyer* », précise Alexandre Le Clève. « *Les foyers de notre échantillon sont tous en situation de bas revenus* », écrit le rapport.

De fait, si deux tiers des ménages interrogés ont un travail, « *l'emploi reste précaire* », observe Alexandre Le Clève. 56 % des ménages n'ont qu'un revenu et 12 % en ont deux. À noter : hernie discale, mais aussi blessure au genou, nerfs du poignet abîmés... un grand nombre témoignent de problèmes de santé liés à un travail pénible.

D'autres se sont arrêtés pour s'occuper des enfants. Le taux de scolarisation des 6-16 ans est d'ailleurs de 100 %. Toutefois, seuls 67 % des enfants vont régulièrement à l'école et certains parents témoignent de difficultés pour aider leurs enfants. De plus, au-delà de 16 ans, beaucoup « *ont soit arrêté leur parcours scolaire soit ont des absences répétées* », note l'étude. Bref, résume le rapport, bien après leur sortie de bidonville, « *l'insertion des familles demeure fragile* », mais ces difficultés relèvent de problématiques de précarité plutôt que « *de problèmes d'adaptation liés à une culture* ».

Nathalie Birchem